

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/gilets-jaunes-il-faut-denoncer-le-pacte-de-marrakech>

Il faut dénoncer le pacte de Marrakech

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -



Date de mise en ligne : jeudi 6 décembre 2018

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Il faut dénoncer le pacte de Marrakech !

Voici des points de vue, méritant réflexion. Personnellement, je partage les analyses ci-dessous, pour l'essentiel. Les politiques d'immigration massive menées sous la présidence de M. Macron, comme celles conduites par ses immédiats prédécesseurs, me paraissent devoir déboucher sur une dislocation de la France et de notre civilisation occidentale, qui doit tant au christianisme.

Le pacte de Marrakech n'a pas en tant que tel de valeur juridique contraignante. Certes, mais nul doute qu'il nourrira la jurisprudence des juges qui déjà, avec les grands médias et les puissances d'argent, gouvernent le Pays. La question de la signature de ce pacte, dans le contexte actuel de paupérisation de très nombreux français, n'est donc pas neutre. Aujourd'hui les vertus chrétiennes sont devenues folles. Aujourd'hui, l'oubli et le rejet de Dieu aboutissent au malheur et à la désespérance de beaucoup. Le pouvoir d'achat insuffisant est en cause, mais, au-delà, c'est une crise morale profonde, autant que politique, que nous vivons.

Guy Barrey

Les gilets jaunes s'inquiètent de notre capacité économique et financière à intégrer autant de migrants

« Après le budget consacré à l'Union européenne en hausse de 5,9%, voici une autre piste d'économie sur laquelle les gilets jaunes devraient réfléchir. Le budget 2019 consacré à l'immigration est en hausse avec un total de 4,5 milliards d'euros. Et Nadine Morano n'évoque pas dans cette vidéo le coût au quotidien de l'immigration non comptabilisé comme tel dans le budget (logements sociaux, éducation nationale, allocations familiales, population carcérale, délinquance, dégradations dans les banlieues etc...). Ce coût est estimé entre 24 et 164 milliards par an en fonction des sources et des méthodes. On pourra notamment lire cette étude d'André Posokhow qui date de 2013 et qui estimait le coût à 84 milliards. »

Source :

[le salon beige](#)

[le salon beige](#)

« Les gilets jaunes incarnent le peuple solidaire contre un pouvoir nomenklaturiste en perte de sens qui criminalise ses adversaires pour mieux les discréditer.

Ce pouvoir déréalisé cherche, aujourd'hui, à instaurer la stratégie du chaos. L'auteur de ces lignes a raconté, dans un précédent article, ce qu'il vit, le 24 novembre : la charge policière menée sur la foule assemblée pacifiquement, l'arrivée des casseurs et l'impunité dont ils bénéficiaient, certains d'entre eux décrochant même du front des émeutiers pour se réfugier étrangement derrière les lignes policières.

Il faut dénoncer le pacte de Marrakech

Car le chaos est préférable à la négociation pour un pouvoir macronien qui prépare aujourd'hui, par le pacte de Marrakech, la submersion du pays par l'« armée de réserve du Capital » qu'est l'immigration massive et permanente que finance le peuple français en se serrant toujours plus la ceinture.

À terme, par l'effet cumulé des migrations et de la pression fiscale, un « nouveau peuple », plus docile, et dont le niveau de vie sera aligné sur celui dont disposent les populations des pays émergents, s'imposera en France. Quant à la transition écologique qui justifierait la hausse des taxes, elle n'est qu'un leurre, ces prélèvements nouveaux servant à l'installation des millions d'hommes qui déferleront prochainement sur le pays.

Le pacte, qui n'est rien d'autre que l'acte de décès programmé de la France, sera signé, le 10 décembre prochain, à Marrakech, réalisant ainsi le projet onusien découvert, il y a près de vingt ans, par l'universitaire Jacques Dupâquier, qui fut membre de l'Institut et spécialiste des mouvements de population. En avril 2000, l'honorable chercheur révélait, dans *Le Spectacle du monde*, l'existence d'un projet intitulé Migrations de remplacement : une solution aux populations en déclin et vieillissantes. Ce texte, écrivait-il, qui est « seulement disponible en anglais est passé inaperçu. Il s'agit pourtant de la programmation d'une substitution de population en Europe » car les experts estiment que « pour maintenir l'équilibre actuel de quatre ou cinq actifs pour un retraité, l'Union européenne devrait ouvrir ses portes, d'ici à 2025, à 159 millions de travailleurs immigrés. »

Et Dupâquier concluait que la France « aurait besoin de 920.000 immigrés par an, jusqu'en 2025 ». Ce projet, qui aurait aujourd'hui pris du retard, serait, selon d'autres chercheurs, désormais étalé jusqu'à 2040. Ainsi, signer le pacte de Marrakech relève d'une trahison pure et simple du peuple français condamné à disparaître.

C'est donc une guerre à mort qui est menée aux Français par les puissants réseaux financiers internationaux - promoteurs de ces migrations - dont monsieur Macron est le fidéicommissaire servile. En conséquence, il ne reste, aujourd'hui, qu'une seule solution pour le peuple dont les gilets jaunes incarnent l'avant-garde : la destitution du Président comme la prévoit notre Constitution et la reprise en main de son destin par la Nation assemblée.

Dans ce but, il est fondamental de renoncer aux fausses divisions qu'entretiennent les partis politiques qui font partie du problème et de se méfier des délégués gilets jaunes autoproclamés, plus jaunes que gilets et, de ce fait, complices du pouvoir. Face au danger, c'est, aujourd'hui, l'union sans faille de tous les Français, qu'ils soient de la gauche sociale ou de la droite patriote, qui s'impose pour susciter pacifiquement le sursaut salvateur.

L'acte IV des manifestations de gilets jaunes, le 8 décembre, doit donc impérativement cibler le funeste projet de Marrakech qu'un Président déconnecté, assisté des « bras cassés » qui constituent sa majorité parlementaire, mettra peut-être bientôt en oeuvre contre le peuple de France.

Car s'il était signé, ce pacte de Marrakech pourrait bien être, symboliquement, l'équivalent du traité de Troyes de 1420 sans que nous soyons assurés, cette fois-ci, de l'intervention miraculeuse d'une Jeanne d'Arc. »

Bruno Riondel
Docteur en histoire

« Les 10 et 11 décembre, Emmanuel Macron sera à Marrakech pour soutenir le Pacte Mondial sur les migrations proposé aux nations par l'ONU. Un pacte tout à fait intéressant à lire puisqu'il a déjà été refusé par plusieurs pays dont l'Australie, les États-Unis, Israël, la Bulgarie, la Hongrie, la Slovaquie, l'Autriche et l'Italie bien sûr. Mais, hélas, pas par la France. Et pourtant, un sondage JDD de dimanche laisse entendre que 8 Français sur 10 sont contre cette immigration intempestive ! Mais bien sûr, Emmanuel Macron restera probablement sourd comme il l'est face aux gilets jaunes...

Il faut dénoncer le pacte de Marrakech

En 41 pages mûrement réfléchies, ce Pacte que signera, sans nous l'avoir demandé, notre président, décidément de plus en plus immigrationniste, n'est ni plus ni moins un appel incitant « des millions de personnes à prendre la route » comme l'a conclu Viktor Orban. Et à mondialiser l'homme, car si un tel mouvement de population devait se produire, à la fin de ce siècle dont on ne sait pas comment il s'achèvera, ce serait près d'un milliard d'individus qui auront envahi les pays les plus riches ou attractifs du monde !

L'ONU, avec ce Pacte, incite tout simplement les futurs peuples submergés à prendre la seule option possible s'ils ne veulent pas se soumettre : combattre ces flux migratoires et peut-être même par les armes, ce qui pour une organisation créée pour pacifier le monde, est largement paradoxal si ce n'est absurde. Et en cela, Emmanuel Macron reste fidèle à lui-même, lui qui, comme ses prédécesseurs, n'arrive pas à imaginer un quelconque danger dans ces vagues de migrants, du reste en majorité musulmans. A tout bien y réfléchir, les gilets jaunes devraient profiter de leur popularité pour dénoncer ce Pacte, autrement plus mortel que les taxes et pouvoir d'achat puisqu'il ne pourra entraîner, à long terme, qu'un chômage terrible et une partition territoriale mortifère.

Et pourtant, en juillet dernier, ce Pacte a été approuvé par 193 pays, dont évidemment tous les pays qui souhaitent se débarrasser de leur trop plein de population... C'est un appel à des centaines de Camp des Saints dont Jean Raspail n'aurait même pas pu imaginer l'ampleur.

Alors que dit ce Pacte démentiel à qui le gouvernement polonais du parti Droit et Justice (PiS) reproche de ne pas permettre aux pays de décider par eux-mêmes des personnes qu'ils veulent accepter sur leur territoire et de « distinguer entre migration légale et migration illégale », ce Pacte que viennent de dénoncer le LR et le RN ? Eric Ciotti déclare que « ce pacte représente la pire réponse aux crises migratoires » et Marine Le Pen, qui annonce une conférence de presse pour le 8 décembre sur ce sujet, lance une pétition contre sa signature en France. Mais l'on sait qu'Emmanuel Macron ne tiendra pas compte de ces avertissements soutenus avec force par l'écrivain algérien Boualem Sansal qui a déclaré récemment à Valeurs actuelles que « cette migration incontrôlée reconfigure le monde sur le plan politique, culturel, moral et psychologique ».

Quel est l'intérêt de l'ONU à pousser des millions d'individus sur les routes et à proposer aux États d'organiser leur migration ? « On ira chercher les migrants en avion » souligne le député RN au Parlement européen Gilles Lebreton, rajoutant « à quoi sert la souveraineté quand on a perdu son identité », ce que confirme l'écrivain algérien par cette phrase sans appel : « les migrants viennent d'un autre monde, d'une autre civilisation rétif à toute intégration où la cohabitation est impossible ».

Impossible de résumer les 41 pages de ce Pacte que je vous encourage à découvrir sur internet. Sachez simplement et pour faire court que, comme l'a souligné Marine Le Pen au Figaro « ce texte exprime un immigrationnisme radical qui non seulement engage tous les pays à faire la promotion de cette immigration sans limite, mais il fait disparaître le concept de clandestinité. Il exige la discrimination positive, favorise le regroupement familial et facilite les transferts d'argent ».

Ce pacte, c'est en quelque sorte un appel à changer l'humanité en détruisant les nations à l'horizon des siècles à venir. »

Floris de Bonneville

Journaliste

Ancien directeur des rédactions de l'Agence Gamma

Nicolas Dupont-Aignan : « La vraie question est de savoir quand un gouvernement prendra des décisions dans l'intérêt des Français plutôt que dans celui des marchés financiers et des pactes immigrationnistes »

« Vous avez écouté le discours d'Édouard Philippe dans l'hémicycle. Beaucoup le considèrent comme un discours de fin de règne.

Il faut dénoncer le pacte de Marrakech

Qu'avez-vous pensé de la prestation du Premier ministre ?

J'ai le sentiment que le Premier ministre était ailleurs, déjà parti, qu'il ne veut rien changer, rien comprendre et rien écouter. Il a donc récité des éléments de langage que tous les Français entendent depuis des semaines sur les ondes.

On imagine que cela ne va pas arrêter la mobilisation de demain. Certains en appelaient à la démission du gouvernement et à la dissolution de l'Assemblée nationale.

Selon vous, la démission d'Édouard Philippe et du gouvernement changerait-elle la donne en ce qui concerne les manifestations des gilets jaunes ?

Au-delà de la question institutionnelle qui ne manquera pas se poser si le gouvernement ne change pas, la vraie question était de savoir si le gouvernement était capable de changer de cap.

Est-ce qu'un jour, un gouvernement, en France, va gouverner dans l'intérêt du peuple plutôt que dans l'intérêt des marchés financiers de Bruxelles et du pacte immigrationniste ? C'est cela la réalité. On comprend aujourd'hui qu'à nouveau, le gouvernement ne veut rien entendre, tout comme ses prédécesseurs d'ailleurs.

C'est pourquoi, soit le président de la République change de cap, soit il faudra une nouvelle légitimité du suffrage par la dissolution ou la démission du président.

Edouard Philippe a proposé un moratoire, Marlène Schiappa a proposé de revenir sur l'ISF et Benjamin Griveaux avait même proposé de supprimer les taxes s'ils n'arrivaient pas à un accord.

On a quand même l'impression que la majorité essaie de parler à cette France-là.

La majorité s'agite et essaie d'endormir les Français pour ne rien changer. La problématique de fond soulevée ici est de savoir comment on peut mener une autre politique. Voilà pourquoi, j'ai proposé concrètement avec Jean-Louis Masson, sénateur de la Moselle, une proposition de loi avec 48 articles qui se trouve sur mon site internet. Nous proposons une réforme globale. Justice fiscale, favoriser le produit en France pour créer de la richesse, mettre fin à la concurrence déloyale des travailleurs détachés, favoriser et mettre en place le referendum d'initiative populaire. Rompre avec l'immigration. De ce point de vue, la signature prochaine du pacte de Marrakech est dramatique pour l'équilibre de population de notre pays. Voilà un ensemble de mesures. Il faut un plan global. »

Source : Bvoltaire

[bvoltaire](#)

Entretien d'Eric Ciotti dans Valeurs Actuelles

Extrait de l'entretien d'Eric Ciotti dans Valeurs Actuelles :

« Le pacte de Marrakech va accentuer ces problèmes puisqu'il est animé par une idéologie dangereuse qui considère que l'immigration massive est une fatalité à laquelle les nations doivent se résigner (...) »

Emmanuel Macron n'est pas connu pour son sens de l'écoute et de l'empathie : il devrait faire attention car la colère du peuple se retourne aujourd'hui contre lui. Au lieu du mépris, il devrait prendre en compte ce rejet de l'immigration de masse et incontrôlée (...)

Il faut dénoncer le pacte de Marrakech

Les Gilets Jaunes sont l'expression d'une angoisse d'une partie des Français qui sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants et qui n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois alors même qu'ils travaillent. Contrairement à ce que pense et dit Emmanuel Macron, ces Français ne seront jamais « rien ». Dans le même temps, ils voient qu'on accorde des droits à ceux qui entrent illégalement sur notre sol. Emmanuel Macron est déconnecté des attentes du peuple qui réclame plus de fermeté et de sécurité face aux clandestins. En signant ce texte, le président de la République s'apprête donc à trahir les Français et à déstabiliser un peu plus notre pays déjà fracturé (...)

Ne soyons pas naïfs : un texte qui sera signé par autant de pays aura un pouvoir de contrainte sur les États qui ne le signeront pas : c'est la force du nombre ! Or ce pacte est une double menace pour notre souveraineté et pour notre identité. Si la France signe ce pacte, cela veut dire qu'elle ne sera plus libre de décider de façon souveraine qui entre et qui ne rentre pas sur notre sol. Cela veut dire qu'elle accepte de fournir aux migrants « les mêmes droits à la sécurité sociale et aux services sociaux », comme le stipule son objectif numéro 5. Cela veut dire qu'elle accepte que la notion de « clandestinité » soit vouée à disparaître. Cela veut dire qu'elle accepte que le placement en rétention administrative des migrants soit utilisé en dernier ressort. Enfin, l'objectif 13 du pacte impose une marche forcée vers le communautarisme en considérant qu'il faut accepter la diversité et la « promotion des cultures, traditions et coutumes des populations de migrants », ce qui est contraire à l'assimilation républicaine. »

[le salon beige](#)